



FDU-INKINGI
Forces Démocratiques Unifiées
United Democratic Forces



+44-7988-883-576 info@fdu-rwanda.com

<http://fdu-rwanda.com>, <http://victoire-ingabire.com>

COMITE DIRECTEUR – STEERING COMMITTEE

“Pour un Etat de Droit, la Démocratie et l’Egalité de chances” ; “For the rule of law, democracy and equal opportunity”

COMMUNIQUE DE PRESSE

LA DICTATURE RWANDAISE EXPORTE LES INTIMIDATIONS DE JOURNALISTES EN BELGIQUE

Tentative d’intimidation et de décrédibilisation :

Le parti d’opposition rwandaise, FDU-Inkingi est choqué par la tentative d’intimidation de journalistes belges par l’ambassade du Rwanda en Belgique. Il condamne avec la dernière énergie ce comportement criminel de Kigali que Human Rights Watch a qualifié, à juste titre, de répression à travers les frontières. Alors que la répression visait la communauté rwandaise, elle vise maintenant les citoyens étrangers.

En effet, ce mercredi 27 novembre, un communiqué de l’ambassade rwandais lançait des accusations et insinuations de partialité de la presse belge dans les reportages des activités criminelles d’espionnage dont se rendent coupables les services diplomatiques rwandais sur le sol belge.

Le communiqué titrait « Le Rwanda déplore que la presse belge fasse l’écho d’une campagne visant à le déstabiliser » en accusant, dans sa conclusion, les quotidiens Le Soir, De Morgen et Nieuwsblad.

Parallèlement à ce communiqué l’ambassade et ses soutiens n’ont pas cessé de s’en prendre à la crédibilité des journalistes concernés, sur les réseaux sociaux.

En réalité les étranges réactions de l’ambassade du Rwanda cachent mal une tentative de détourner l’attention sur les conclusions d’enquêtes sérieuses démontrant les activités criminelles du régime rwandais.

La soi-disant campagne évoquée par l’ambassade, est un ensemble de conclusions de plusieurs enquêtes sérieuses, menées dans des pays différents et par différents acteurs. Elles prouvent les activités d’espionnages, de surveillance ainsi que des assassinats d’opposants et activistes rwandais ou encore d’autres personnes qui se montrent critiques au régime du Général Paul Kagame ou dénoncent ses crimes.

Parmi ces enquêtes :

- En Belgique, la sûreté de l’Etat « [confirme](#) que les services de renseignement rwandais sont actifs » sur le sol belge. « Ils tentent principalement d’affaiblir ce qui est perçu comme une menace politique potentielle émanant de l’opposition rwandaise en Belgique »
- Aux USA, le géant américain Whatsapp a conclu que le [Rwanda était parmi les pays qui avaient recours aux piratages de smartphones de ses opposants et critiques](#). Au [Sénat Américain une enquête est en passe de démarrer également](#).

- Au Canada la journaliste Chantal Lavigne dans son reportage « [Des espions parmi nous](#) » relate les activités criminelles d'espionnages et d'assassinats de la dictature rwandaise.
- En Australie la chaîne ABC est arrivée aux [mêmes conclusions d'espionnages et intimidations](#) de réfugiés rwandais en Australie.
- En [Afrique du Sud](#) et au [Kenya](#), plusieurs membres des services de l'ambassade ont été arrêtés ou expulsés pour leurs activités incluant les assassinats et tentatives d'assassinats, dont certains ont été [reconnus à demi-mot par le président Kagame](#).
- [Au royaume Uni, le gouvernement britannique a mis en garde](#), trois ressortissants britanniques que leurs vies étaient en danger, et que la menace provenait du gouvernement rwandais.

L'ambassade ne revient pas sur le fond de ce qui est reproché à son régime. Nous y voyons une pure et simple tentative d'esquiver les questions sur ces activités criminelles.

En agissant de la sorte l'ambassade du Rwanda cherche également à s'attaquer à l'opposition pour fuir et cacher ses revendications légitimes.

Dans le même communiqué l'ambassade s'en prend, en effet, à l'opposition en l'accusant de toutes sorte de crimes. Comme dans toutes les dictatures, les activistes de droits de l'homme et les revendications de libertés et de démocratie sont qualifiées de crimes de déstabilisation ou de terrorisme.

Nous rappelons que plus de 12 leaders du parti FDU-INKINGI ont été faits prisonniers politiques, que six autres ont été assassinés dont [le dernier en date a été poignardé fin septembre 2019](#). Notons également que notre parti s'est vu refuser l'agrément comme parti politique rwandais depuis 2010 à ce jour, que le Président Paul Kagame est au pouvoir depuis 20 ans et a changé la constitutions en 2017 pour pouvoir s'y maintenir jusque, en théorie, en 2034. Soulignons que plus de 500 mille rwandais sont toujours réfugiés politiques et que d'autres continuent à fuir. Par ailleurs, les relations conflictuelles et d'activités illégales qu'entretient le gouvernement du Président Kagame envers d'autres pays, principalement ceux de la région des Grands Lacs Africains, sont de nature à saper pour longtemps encore les fondements de la paix et à miner l'avenir du peuple rwandais.

Le parti FDU-INKINGI réitère sa volonté de participer à la recherche de solutions aux principaux problèmes politiques de notre pays. Cela à travers un dialogue inter-rwandais hautement inclusif, qui traiterai notamment :

- de l'ouverture de l'espace politique ;
- du droit de retour dans leur pays de tous les réfugiés rwandais ;
- de l'octroi des libertés d'expression et d'association ;
- de l'arrêt des assassinats ciblés des opposants réels ou supposés ;
- de l'arrêt des disparitions forcées ;
- des enquêtes sur [les assassinats à répétition et les disparitions forcées au Rwanda](#) ;
- de la libération des prisonniers politiques.

Toutes ces questions font l'objet des préoccupations quotidiennes des citoyens rwandais vivant tant à l'intérieur qu'à l'étranger.

Les FDU-INKINGI demandent au gouvernement rwandais de revenir à la raison et d'accéder aux demandes légitimes de démocratisation véritable du pays et d'ouverture de l'espace politique. Les tentatives d'esquiver ses responsabilités ne font que continuer à pousser le peuple rwandais au désespoir dont les conséquences pourraient replonger le pays dans de sombres périodes. En tout état de cause, les rwandais ne se laisseront plus intimider par des méthodes d'un autre temps pratiquées par le régime de Kigali.

Les FDU-INKINGI appellent les autorités belges à prendre des mesures adéquates pour empêcher que les activités criminelles du régime rwandais ne continuent de se déployer sur le sol belge et européen et pour protéger notamment le droit d'expression et les autres libertés publiques.

Fait à Rouen, le 28 novembre 2019

Théophile MPOZEMBIZI

Commissaire FDU-INKINGI chargé de l'Information et de la Communication

infocominfo@fdu-rwanda.com; info@fdu-rwanda.com